



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

EB.AIR/WG.5/2001/8
12 juillet 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE
TRANSFRONTIÈRE À LONGUE DISTANCE

Groupe de travail des stratégies et de l'examen
(Trente-troisième session, Genève, 24-27 septembre 2001)
(Point 6 de l'ordre du jour provisoire)

**CRÉATION D'UN GROUPE D'EXPERTS DES QUESTIONS
TECHNICO-ÉCONOMIQUES**

Note du CITEPA (France) et du secrétariat de la CEE*

Introduction

1. À sa trente-deuxième session, le Groupe de travail a accepté l'invitation de la France qui proposait d'accueillir un atelier en vue de poursuivre les travaux sur les bases de données technico-économiques et a décidé de reprendre la proposition d'établir un groupe spécial d'experts pour ce travail à sa trente-troisième session. Une réunion d'experts sur la poursuite des travaux concernant les possibilités de réduction de la pollution atmosphérique et les coûts afférents a eu lieu à Paris le 21 mai 2001, et une réunion de suivi, à Paris également, le 7 juin suivant. Ces réunions, auxquelles ont participé des experts français et allemands, des représentants du Centre pour les modèles d'évaluation intégrée (CMEI), du Groupe de travail des stratégies et de l'examen et des Équipes spéciales de l'évaluation des possibilités/techniques de réduction des émissions de composés organiques volatils et d'oxydes d'azote, un représentant du Bureau européen de la prévention et de la réduction intégrées de la pollution (EIPPCB) ainsi que des membres du secrétariat de la CEE, ont abouti à la proposition exposée ci-après.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

I. CONTEXTE

2. Il est absolument indispensable de bien connaître dans le détail les caractéristiques techniques et paramètres économiques afférents aux processus de production considérés, ainsi que les possibilités qu'ils offrent de réduction de la pollution, pour établir des modèles crédibles d'évaluation intégrée dont les résultats servent de cadre commun de référence pour les négociations entre les Parties à la Convention. Comme les résultats de la modélisation (par exemple les niveaux estimés de réduction des émissions à l'échelon national) peuvent avoir des incidences politiques et économiques non négligeables par le biais des mesures antipollution exigées par les Parties, la validité des résultats revêt une importance fondamentale. Pour établir des fonctions justes des coûts, il faut prendre en considération les sources appropriées et les possibilités de réduction existantes.

3. Un atelier international a eu lieu à Angers (France) [1] en octobre 1999, conformément au plan de travail adopté à la dix-septième session de l'Organe exécutif. Accueilli par la France, qui avait offert de reprendre la direction de l'examen des méthodes et des données, il a également bénéficié du concours de l'Allemagne. Cet atelier avait pour objet de faire le point des méthodes qui étaient alors appliquées pour établir des courbes de coûts et créer les bases de données technico-économiques correspondantes afin de recommander des démarches de nature à améliorer à la fois les méthodes et les inventaires des émissions. Plusieurs auteurs, ressortissants de l'une ou l'autre Partie ([2], [3], [4], [5]), avaient déjà précédemment souligné l'importance de ces travaux.

II. CRÉATION D'UN GROUPE D'EXPERTS DES QUESTIONS TECHNICO-ÉCONOMIQUES

4. Conformément à la proposition faite à la dix-septième session de l'Organe exécutif, la France établira un groupe d'experts des questions technico-économiques dont elle sera le chef de file. Ce groupe se verra confier deux missions principales:

- Actualiser les bases de données technico-économiques sur les techniques de réduction des émissions;
- Établir, à la demande du Groupe de travail des stratégies et de l'examen, un projet de révision des éléments technico-économiques incorporés dans les protocoles existants ou figurant en annexe à ces protocoles.

A. Actualisation des bases de données technico-économiques sur les techniques de réduction des émissions

5. Il est indispensable de bien connaître les caractéristiques techniques et paramètres économiques afférents aux processus de production considérés ainsi que les possibilités qu'ils offrent de réduction de la pollution pour établir des fonctions de coûts. Il existe actuellement de multiples bases de données technico-économiques (Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués – IIASA, EIPPCB, Équipes spéciales de l'évaluation des possibilités/techniques de réduction des émissions de NO_x et de COV, Institut flamand de la recherche technologique – VITO, AEA Technology, etc.) qui répondent à divers objectifs. Le Groupe d'experts sera chargé de recenser les bases de données déjà créées et de fédérer les compétences existantes afin de tirer parti des informations disponibles, et de les compléter ou de les actualiser rapidement. Il faudra

établir des liens étroits avec l'EIPPCB qui a réalisé, dans le cadre de la Directive de l'Union européenne relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (Directive IPPC), un travail important de description des techniques de réduction des émissions et de leurs performances ainsi que d'évaluation de leurs coûts dans un document de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les secteurs couverts par la Directive 96/61/CE de l'Union européenne.

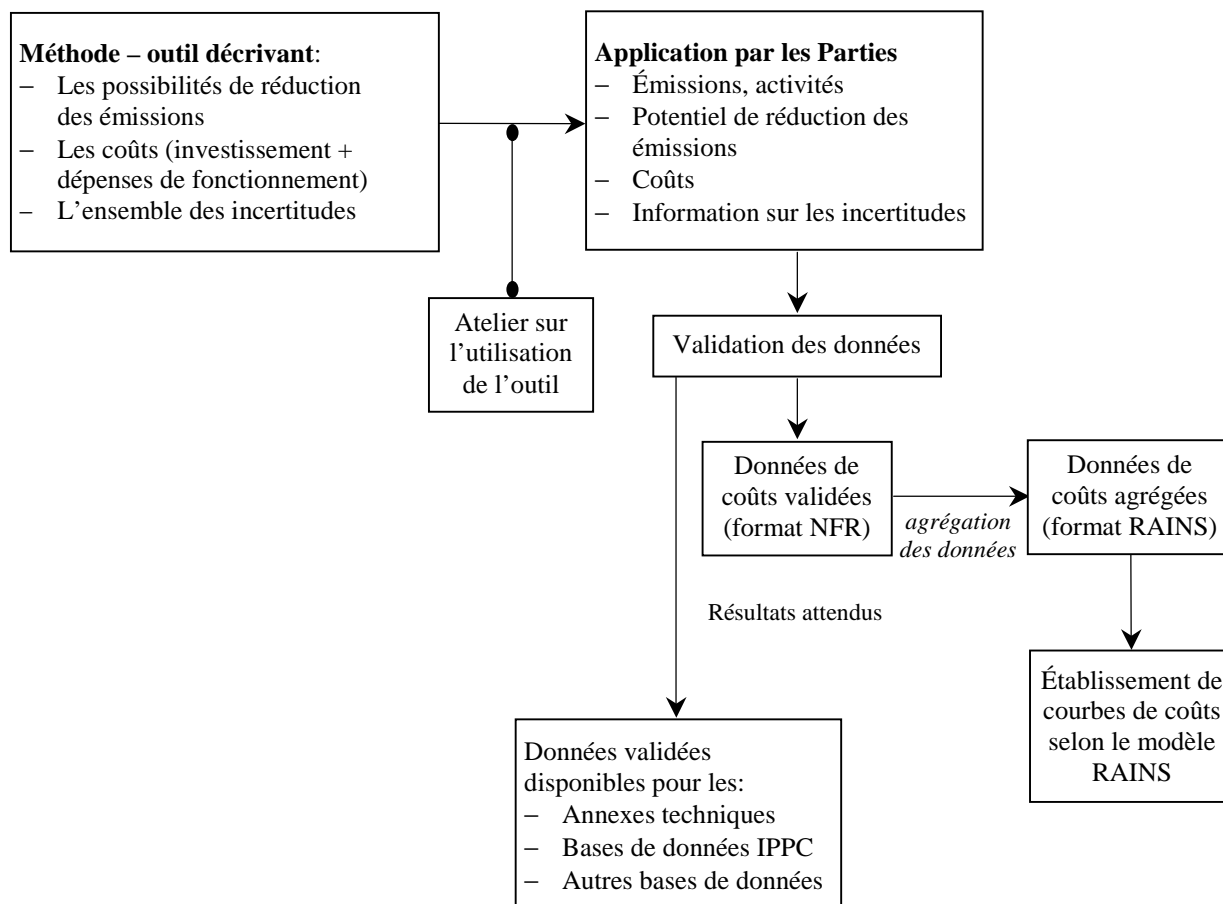
6. Les travaux devront être menés à bonne fin pour les secteurs qui ne sont pas couverts par la Directive IPPC et pour le secteur des transports. S'agissant de ce dernier, le Groupe d'experts devra se mettre en rapport avec le concepteur du modèle TREMOVE (Université de Louvain, Belgique) afin de prendre en compte les dernières données disponibles pour ce secteur et les actualiser si besoin est.

7. Le Groupe d'experts devra élaborer, adapter et rendre opérationnelles des méthodes de description des techniques de réduction des émissions. Ces méthodes seront portées à la connaissance des Parties, documentées et présentées à l'occasion d'un atelier. Le Groupe d'experts évaluera les incertitudes liées à l'estimation des coûts des techniques proposées de réduction des émissions.

8. Le Groupe d'experts devra élaborer un logiciel dans lequel seront exposées les possibilités de réduction des émissions par secteur d'activités selon la NFR (*Nomenclature For Reporting*) qui a été mise au point par l'Équipe spéciale des inventaires et des projections relatives aux émissions. Cette nomenclature contribuera à fournir des données plus détaillées que celles actuellement utilisées dans le modèle RAINS. Ces données feront l'objet d'une estimation plus précise et pourront être agrégées plus facilement pour s'adapter à la structure du modèle RAINS.

9. Il faudra incorporer la méthode d'évaluation des incertitudes liées aux données technico-économiques dans le logiciel mis au point par le Groupe d'experts. Ce logiciel devra être mis à la disposition des Parties afin qu'elles puissent fournir des informations sur les données technico-économiques spécifiques à leur pays et, le cas échéant, sur les incertitudes qui y sont associées. Ces données, une fois qu'elles auront été validées par le Groupe d'experts travaillant en collaboration avec les Parties et le CMEI, serviront à établir des courbes de coûts et à mettre à jour les bases de données existantes ainsi qu'à actualiser les annexes des protocoles en vigueur.

10. La représentation graphique qui suit montre la façon dont pourrait s'organiser la mise à jour des données technico-économiques:



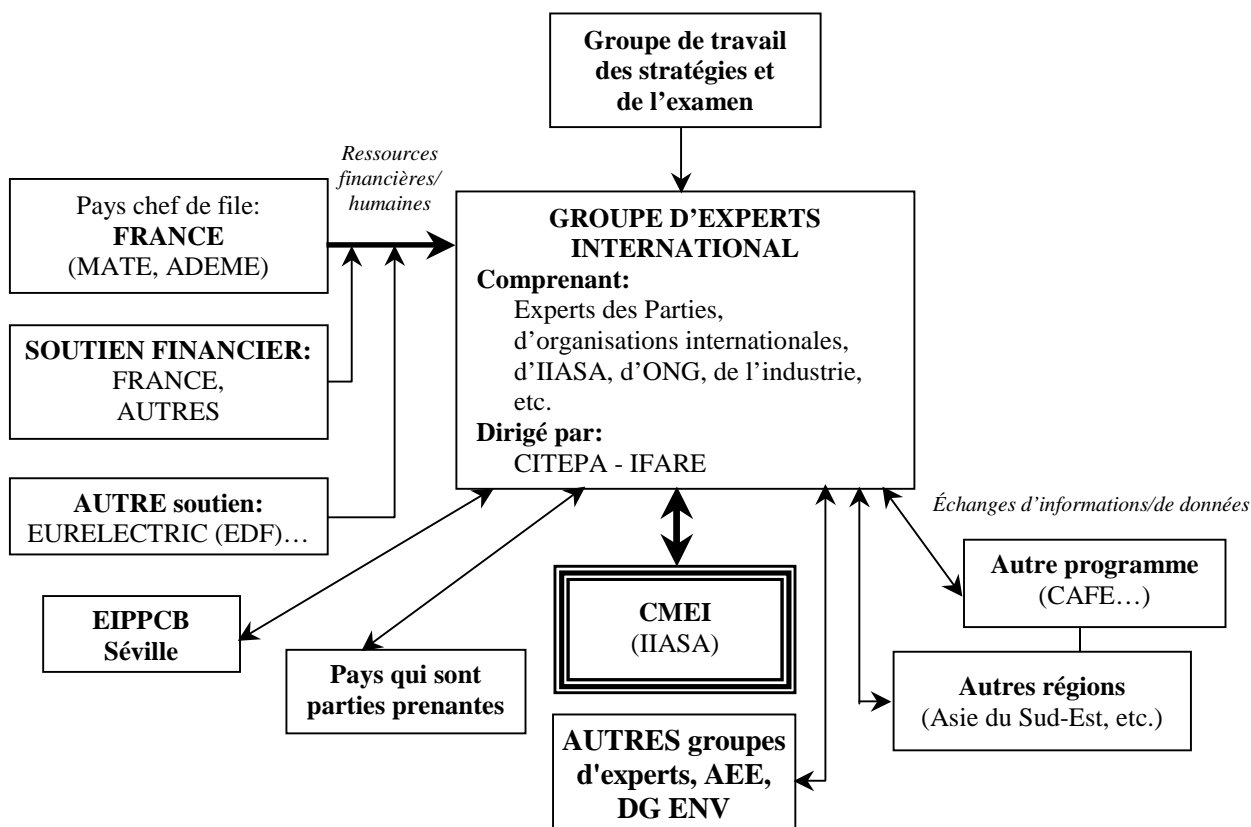
Le Groupe d'experts fournira au CMEI des données validées dès lors que les Parties lui auront fourni les informations demandées pour lui permettre d'agréger ces données selon le format RAINS et de produire ainsi des courbes de coûts validées. Lorsque les pays n'auront pas donné suite aux demandes d'information, le CMEI continuera d'utiliser sa base de données existante pour établir des courbes de coûts.

B. Établissement d'un projet de révision des éléments technico-économiques incorporés dans les protocoles existants ou figurant en annexe à ces protocoles

11. Le Groupe d'experts envisagera de mettre à jour les éléments technico-économiques incorporés dans les protocoles existants ou figurant en annexe à ces protocoles (par exemple le Protocole de Göteborg de 1999 ou les deux Protocoles d'Aarhus de 1998). Bien souvent, les annexes contiennent en particulier des informations technico-économiques et des valeurs limites d'émission dont certaines ont un caractère obligatoire pour les Parties. La révision du Protocole de Göteborg en 2004 va probablement nécessiter celle de ses annexes ainsi que des documents d'orientation (EB.AIR/1999/2) adoptés par l'Organe exécutif à sa dix-septième session. Le Groupe d'experts sera chargé d'établir un projet de révision de ces annexes qui sera soumis au Groupe de travail des stratégies et de l'examen.

III. ORGANISATION DU GROUPE D'EXPERTS

12. La représentation graphique qui suit correspond à un cadre de travail possible pour le Groupe d'experts dont la France sera le chef de file et assurera le financement des travaux.



ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

CAFE - Clean Air for Europe

EURELECTRIC - Union de l'industrie électrique

CITEPA - Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique

IIASA - Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués

IFARE - Institut franco-allemand de recherche sur l'environnement

AEE - Agence européenne pour l'environnement

DG ENV - Direction générale de l'environnement

La France (par l'intermédiaire de la MATE et de l'ADEME) confiera au CITEPA et à l'IFARE le soin d'assurer les tâches de secrétariat (avec les ressources nécessaires) pour organiser des réunions et coordonner les travaux qui doivent être réalisés par le Groupe d'experts. Le mandat de ce groupe doit être approuvé par l'Organe exécutif.

13. Le CITEPA et l'IFARE exécuteront les tâches suivantes:

- a) Assurer la présidence et le secrétariat du Groupe d'experts;
- b) Dresser l'inventaire des bases de données disponibles et des modèles de réduction des émissions provenant de sources fixes et de sources mobiles qui s'inscrivent dans le cadre des

c) En collaboration avec l'Équipe spéciale des modèles d'évaluation intégrée et le CMEI, améliorer et favoriser l'application de méthodologies transparentes permettant d'élaborer des données d'entrée pour les modèles d'évaluation intégrée, établir un projet d'annexes techniques à partir d'informations plus détaillées sur les pays et les technologies et, le cas échéant, évaluer les incertitudes. En particulier:

- i) Proposer et mettre à disposition une méthode et un outil qui ont une utilité pratique pour décrire les possibilités de réduction des émissions et les potentiels résiduels de réduction par secteur;
 - ii) Faire connaître cette méthode aux Parties, en assurer la documentation et en favoriser l'application; organiser un atelier de mise en pratique;
 - iii) Valider les données nationales avec le concours des experts nationaux et mettre en relief les différences entre les pays;
 - iv) Évaluer les incertitudes;
 - v) Aider les pays à fournir des données d'entrée validées pour établir des fonctions de coûts;
 - vi) Réaliser des études de référence en sélectionnant certains pays;
- d) Améliorer, développer et mettre à jour les bases de données technico-économiques.

14. Le calendrier proposé (ci-après) devrait permettre d'achever le programme de travail pour la révision en 2004 du Protocole de Göteborg de 1999 tout en respectant les exigences des modèles d'évaluation intégrée à réaliser à cet effet. De toute évidence cet emploi du temps est très chargé.

[illegible]

V. BIBLIOGRAPHIE

- [1] Revue Pollution Atmosphérique, numéro spécial «*Workshop on techno-economical data bases on production process and related emission abatement options*»; organisé par l'IFARE, l'ADEME et la CEE, Angers, 28 et 29 octobre 1999
- [2] Bouscaren R., Oudart B., Allemand N.: *Review of Input Data of the RAINS Model Cost Module, Draft* - 18/08/1998
- [3] Thibaud L.: Commentaires et remarques sur le document IIASA intitulé: «*Sulphur emissions, abatement technologies and related costs for Europe in the RAINS model database*», Document confidentiel - août 1998
- [4] Passant, N. R.; Wenborn, M. J.; Richardson, S.; Woodfield, M.: *Review of IIASA cost curves for the reduction of emissions of nitrogen oxides, sulphur dioxide, ammonia and volatile organic compounds, AEA Technology plc, AEAT-2941/REMA/20522001/Final issue* 2 mai 1998
- [5] Rentz, O.; Wietschel, M.; Disson, R.; Schöttle, H.; Ardone, A.; Fichtner, W.; Göbelt, M.: *Evaluation von Eingangsdaten und Methodik des RAINS-Modelles zur Bestimmung der Emissionsminderungspotentiale und -kosten für SO₂- und NO_x- Emissionen*, Rapport final, Université de Karlsruhe, mars 1998
- [6] *Workshop on Techno-Economic Databases on Production Processes and Related Emission Abatement Options*; EB-CLRTAP (UNECE); ref. EB.AIR/WG.5/2000/5, 30 mai 2000

Note: La bibliographie est reproduite telle qu'elle a été reçue par le secrétariat.
